

Procès Verbal de la Séance du Conseil Municipal Du 20 Février 2014

Étaient présents : Mmes BOQUET, BOUTIGNY, FLOURY, LEBAS, MAILLARD
MM. BOUDIER, DETOURNAY, HAUZAY, JAUDRIAT, LAVENU,
LECORDIER, LEGEMBRE, LETHUILLIER, RIBET.

Secrétaire de séance : Mme BOQUET Karine

Absente excusée : Mme LEROY Aurélie

Pouvoirs : Aucun

ORDRE DU JOUR

- **Approbation du compte-rendu de la séance 08 Décembre 2013**

URBANISME

PLU - Modification

COMPTABILITE

Indemnités du Receveur Municipal

GESTION DU PERSONNEL

Fixation du taux de promotion d'avancement de grade
Création d'un poste de Rédacteur Principal de 1^{ère} Classe

DEVIS

Couverture de l'ancien préau
Devis Salle Polyvalente et Ecole – Contrat entretien chauffage
Devis MALFAIT – Entretien des espaces verts

VEOLIA

Convention – Télé-relevé des compteurs d'eau

DEPARTEMENT

Convention 3 Abribus – D10 – D80 - Cimetière

LOGEMENT DE FONCTION

Installation douche, vérification de l'électricité et bilan énergétique
Taxe Ordures Ménagères

QUESTIONS DIVERSES

Bureau des Elections des 23 et 30 Mars 2014
Repas de la Municipalité

Courriers divers

Approbation du procès verbal de la séance du 08/12/2013 :

M. RIBET présente le procès-verbal de la séance précédente et le soumet à l'approbation de l'assemblée.

Le Conseil Municipal approuve et signe le compte-rendu.

Urbanisme – Modification du PLU

Mme MAILLARD explique que l'enquête publique pour la modification simplifiée du PLU est achevée depuis le 7 Février 2014 et demande au Conseil d'approuver cette modification.

Le Conseil Municipal

- Vu :

- les lois Engagement National pour l'environnement n° 2009-967 du 3 août 2009 et n° 2010-788 du 12 Juillet 2010, dites « Grenelle 1 & 2 »,
- l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration , de modification et de révision des documents d'urbanisme, applicable depuis le 1^{er} Janvier 2013,
- le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 et suivants, l'article L.123-13-3, les articles R 123-1 et suivants, les articles R 123-20-1 et suivants, et les articles R123-24 et R123-25.
- le PLU Communal approuvé le 7 Juin 2011,
- la délibération d'initiative de modification simplifiée n°1 du PLU en date du 5/12/2013,
- l'absence d'avis du public lors de la concertation, notamment dans le registre mis à disposition du public entre le 6 Janvier 2014 et le 7 Février 2014 en mairie, aux jours et heures habituelles d'ouverture,
- l'avis émis par la Chambre d'agriculture en qualité de personne publique Associée, reçu le 27 janvier 2014,
- l'avis émis par la communauté de communes Caux Estuaire en qualité de personne publique Associée, reçu le 21 Janvier 2014,
- après avoir examiné en commission urbanisme le 10 février 2014 lesdits avis.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

- 1) Décide d'approuver la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme de la commune de Gommerville, telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

Cette modification simplifiée n° 1 comprend :

- la notice explicative mise à la disposition du public entre le 6 Janvier et le 7 Février 2014,
- le registre de consignation des remarques liées à l'objet de la modification simplifiée n° 1, comprenant les avis reçus des Personnes Publiques Associées,
- les pièces du PLU modifiées, à savoir :
 - Règlement du P.L.U.
 - Plan de zonage,
 - Extraits du rapport de présentation,

- 2) Précise que le plan local d'urbanisme modifié sera tenu à la disposition du public :
 - à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
- 3) stipule que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois et que mention en sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.
- 4) Rappelle que la présente délibération sera notifiée, avec les extraits du plan local d'urbanisme modifié et la notice explicative modifiée.
 - au Sous-Préfet et aux services de l'Etat,
 - au Président du Conseil Régional,
 - au Président du Conseil Général,
 - au Président de la Communauté de communes Caux Estuaire, à laquelle appartient la commune,
 - au Président du Syndicat du SCOT,
 - au service de la DDTM – antenne de Fécamp, chargé de l'instruction des demande d'urbanisme pour le compte de la commune de Gommerville,
 - aux représentants des chambres consulaires (chambre des métiers, de commerce et d'industrie, d'agriculture).
- 5) Souligne que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée n°1 du PLU seront exécutoires :
 - à la transmission de la présente délibération accompagnée du dossier de modification simplifiée au Préfet et/ou au Sous-Préfet ET,
 - à l'accomplissement des mesures de publicité précisées au paragraphe 3) ci-dessus.

COMPTABILITE	Délibération N° 2014 - 001
---------------------	---------------------------------------

Monsieur RIBET présente au Conseil Municipal la demande d'indemnités de conseil et de gestion du Receveur Municipal.

Vu l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et Libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le décret N° 82-979 du 19 Novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ou des Etablissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 Septembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité allouée pour la confection des documents budgétaires ;

Vu les fonctions de receveur exercées par Madame Annie PLOMION à compter du 1^{er} Octobre 2013 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité

Par délibération

Décide d'attribuer à Mme Annie PLOMION, Receveur Municipal, l'indemnité de fonction sans modulation, à compter du 1^{er} Octobre 2013 ;

Cette indemnité sera calculée conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 15 Décembre 1983.

Monsieur le Maire rappelle qu'en application de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 récemment modifiée par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007, il appartient désormais aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer le taux de promotion pour chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emplois figurant au tableau des effectifs de la collectivité à l'exception de ceux relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale, après avis du Comité Technique Paritaire (CTP).

Il propose donc de fixer, au regard des circonstances locales, le taux de promotion d'avancement, grade par grade ; ce taux est à appliquer au nombre de fonctionnaires remplissant les conditions d'avancement au grade supérieur pour obtenir le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Monsieur le Maire précise que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

Dans ces conditions, le taux de promotion de chaque grade d'avancement relevant d'un cadre d'emplois figurant au tableau des effectifs de la collectivité pourrait être fixé de la façon suivante :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade	Taux en %
C	Adjoint Administratifs Territoriaux	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	100 %
C	Adjoint Techniques Territoriaux	Adjoint Technique de 1 ^{ère} Classe	100 %
C	ATSEM	ATSEM principal de 1 ^{ère} Classe	100%
C	Adjoint Territoriaux d'animation	Adjoint d'animation de 1 ^{ère} Classe	100%
B	Rédacteurs Territoriaux	Rédacteur Principal de 1 ^{ère} Classe	100%

Monsieur le Maire précise que le Comité Technique Paritaire (CTP) émettra un avis sur cette proposition.

***Le Conseil Municipal,
Après délibération,***

Décide de retenir les taux de promotion tels que prévus sur le tableau ci-dessus.

GESTION DU PERSONNEL - Création d'un poste de Rédacteur Principal de 1^{ère} Classe	Délibération N° 2014 - 003
--	---

Considérant que Madame Céline JOURDAIN, Rédacteur Territorial, peut bénéficier d'un avancement de grade à compter du 1^{er} Mars 2014,

Le Conseil Municipal,
Après délibération, à l'unanimité,

Décide de supprimer le poste actuel de Rédacteur Territorial Principal de 2^{ème} Classe et de créer un poste de Rédacteur Territorial Principal de 1^{ère} Classe ;

Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette création de poste.

Devis - <u>Entretien des espaces verts</u>	Délibération N° 2014 - 004
---	---

Monsieur Le Maire présente le devis de l'Entreprise MALFAIT pour l'entretien des espaces verts de la Commune.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité
Par délibération

Décide d'accepter le devis de l'Etablissement Olivier MALFAIT d'un montant de 4 606,68 € TTC (quatre mille six cent six euros et soixante huit centimes) pour l'entretien des espaces verts de la Commune . Ce devis se décompose :

- Espaces verts du Cimetière pour 759.18 € TTC
- Espaces verts des Chemins empierrés pour 740.16 € TTC
- Espaces verts de l'Abribus de Rébomard pour 342.00 € TTC
- Espaces verts de la Salle Polyvalente, de la Mairie et le Terrain des Peupliers pour 2 765.34 € TTC

Intervention de Mesdames BOUTIGNY et MAILLARD pour signaler Rue de la Gare la dangerosité de trous en formation. Il est demandé d'une part un balisage des cavités et d'autre part, l'envoi d'un courrier à Caux-Estuaire responsable de l'ouvrage hydraulique.

Devis - <u>Contrat d'entretien Chauffage</u>	Délibération N° 2014 - 005
---	---

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les devis des entreprises interrogées concernant l'entretien du chauffage de l'école, de la Salle Polyvalente et de l'église.

- E.R.C pour l'école : 960 €
- CONFORELEC à Bernay : 470 € pour la Salle Polyvalente (+ frais de déplacement 32 €)
- CRAM Le Havre : 548 € pour l'école et 365 € pour la Salle Polyvalente.
- CRAM Le Havre : 1 073 € pour l'église

Le Conseil Municipal, à l'unanimité
Par délibération

Décide de retenir la CRAM – Le Havre – pour assurer l'entretien et la maintenance du chauffage de l'école pour un montant de 548 € /par an et celui de la salle polyvalente pour un montant de 365 € / par an.

Le contrat d'entretien de l'église est mis en attente. D'autres devis seront demandés pour ce poste.

- Fourniture et pose d'éclairage LED à la salle polyvalente

Monsieur LECORDIER présente au Conseil les devis des entreprises CAUX ELECTRICITE à Goderville et A.P.F. ELEC à Gommerville, concernant le remplacement des luminaires existants à la Salle Polyvalente par un éclairage plus adapté et économique à LED.

Madame FLOURY propose une 3^{ème} entreprise, et la question sera remise à l'ordre du jour d'un prochain conseil.

- Travaux Eglise et Préau Ecole

Le planning d'intervention est le suivant : L'entreprise GODEFROY interviendra en juillet pour le préau de l'école et l'entreprise GALAIS courant mars pour la réparation de la toiture de l'église.

Convention d'occupation domaniale avec le SIAEPA de la Région de St Romain de Colbosc
--

Délibération N °2014 - 006

Monsieur le Maire expose que la Compagnie des Eaux de la Banlieue du Havre à sollicité la Société M2O afin que cette dernière réalise les prestations de télé-relevé sur le territoire du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et d'Assainissement de St Romain de Colbosc.

Les compteurs seront installés sur les candélabres d'éclairage qui seront définis ultérieurement.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

Par délibération

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Convention Abribus

Délibération N°2014 - 007

Monsieur le Maire expose que la Direction des Transports du Conseil Général a adressé à la Commune un projet de convention de mise à disposition, d'utilisation et de maintenance des abribus de la Commune gérés par le Département à savoir : l'abribus N° 178 situé RD 80, l'abribus N° 261 situé RD 10 direction Goderville, et l'abribus N° 50136 situé près du cimetière.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention

Logement de Fonction - Exonération de la Taxe d'Ordures Ménagères
--

Délibération N°2014 - 008

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des travaux réalisés dans le logement de fonction après le départ de Monsieur et Madame BLOT et avant l'entrée dans

les lieux des nouveaux locataires : Installation d'une cabine de douche, mise en conformité de l'installation électrique, bilan énergétique et diagnostic « plomb ».

Les nouveaux locataires ont par ailleurs demandé une aide financière de la Commune suite à l'installation d'un nouveau revêtement de sol. Un devis sera soumis ultérieurement au Conseil qui étudiera la demande.

D'autre part, et à la demande de la Trésorerie de Saint Romain de Colbosc, le Conseil Municipal accepte de procéder à une remise gracieuse de la Taxe d'Ordures Ménagères due par M. et Mme BLOT, calculée au prorata de l'occupation du logement pour l'année 2014 et dont la somme est inférieure au seuil de mandatement.

Bureau des élections 2014

Les élections Municipales auront lieu les dimanches 23 et 30 Mars 2014.
La composition des bureaux sera la suivante :

	23 MARS 2014	30 MARS 2014
Matinée 8 h / 13 h	M. LECORDIER Denis M. RIBET Roger Mme FLOURY Rachel	M. RIBET Roger M. LETHUILLIER Sylvain Mme LEBAS Patricia
Après-midi 13 h / 18 h	Mme BOUTIGNY Nadine M. BOUDIER Patrick M. LAVENU Sylvain	Mme BOUTIGNY Nadine Mme BOQUET Karine M. HAUZAY Alain

*Si un seul tour, le Conseil Municipal pour l'élection du Maire et des Adjointes est fixé au **SAMEDI 29 Mars 2014 à 15 heures**, si un deuxième tour est nécessaire la réunion aura lieu le **SAMEDI 5 Avril 2014 à 15 heures**.*

Aliénation d'une partie de L'impasse de Filières

Le Conseil Municipal a délibéré lors de sa séance du 20 Décembre 2013, afin de lancer la procédure d'aliénation d'une partie de l'Impasse de Filières, dont M. et Mme MARTIN se sont portés acquéreurs.

M. le Maire présente au Conseil Municipal les devis établis par le Cabinet de Géomètres Sébastien GRENET :

- Devis 1 – Pour la réalisation de l'enquête publique nécessaire au déclassement d'une partie de l'impasse d'un montant de 360 € T.T.C.
- Devis 2 - relatif à l'arpentage, au bornage et à l'obtention de la numérotation cadastrale pour une parcelle d'environ 800 m2 d'un montant de 1 118.40 € T.T.C.

Copies de ces devis sont transmis à M. et Mme MARTIN avant l'engagement des procédures.

Monsieur BOUDIER donne connaissance du projet d'effacement de réseaux Rue des Châtaigniers et pour une partie de l'impasse des Châtaigniers. Le Projet du SIERG établi un devis de 46 250.00 € à la charge de la Commune.

Compte tenu de l'importance de la somme à budgéter, le Conseil Municipal, décide de reporter cette tranche de travaux à une date ultérieure.

QUESTIONS DIVERSES :

Madame BOUTIGNY, présente au Conseil la demande de l'association Modern Dance, qui sollicite une subvention exceptionnelle pour l'achat de miroirs. Le Conseil ne donne pas de suite favorable à cette demande.

Le repas de la Municipalité est fixé au 27 Avril 2014 à la Salle Polyvalente.

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il a été accordé, par le Département, une subvention de 12 000 € à M. et Mme PREVOST, afin de réaliser des travaux dans la Boulangerie.

Monsieur le Maire, avant de lever la séance, adresse quelques mots au Conseil.

La séance est levée à 21 heures.

ETAT DES PRESENCES

De la séance du 20 Février 2014

Nom prénom	Présence	Signature (seules les personnes présentes doivent signer le Procès Verbal)
BOQUET Karine	x	
BOUDIER Patrick	x	
BOUTIGNY Nadine	x	
DETOURNAY Philippe	x	
FLOURY Rachel	x	
HAUZAY Alain	x	
JAUDRIAT Jean-Marie	x	
LAVENU Sylvain	x	
LE ROY Aurélie		
LEBAS Patricia	x	
LECORDIER Denis	x	
LEGEMBRE Jean-Louis	x	
LETHUILLIER Sylvain	x	
MAILLARD Stéphanie	x	
RIBET Roger	x	